

Gelet op het advies van de Intermachtencommissie, gegeven op 16 februari 2000;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

Enig artikel. Artikel 1 van het ministerieel besluit van 29 juni 1994 tot vaststelling van opdrachten en operaties die in aanmerking komen voor de toekenning van de herinneringsmedaille voor buitenlandse opdrachten of operaties, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 27 september 1995, 11 maart 1996, 10 juli 1996, 13 november 1996, 29 oktober 1998 en 19 november 1999, wordt aangevuld als volgt :

« 24° de operatie ALLIED HARVEST tijdens de periode van 8 juni 1999 tot 21 augustus 1999. ».

Brussel, 8 mei 2000.

A. FLAHAUT

Vu l'avis de la Commission interforces, donné le 16 février 2000;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article unique. L'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 29 juin 1994 fixant des missions et opérations qui sont prises en considération pour l'octroi de la médaille commémorative pour missions ou opérations à l'étranger, modifié par les Arrêtés ministériels des 27 septembre 1995, 11 mars 1996, 10 juillet 1996, 13 novembre 1996, 29 octobre 1998 et 19 novembre 1999, est complété comme suit :

« 24° l'opération ALLIED HARVEST pendant la période du 8 juin 1999 au 21 août 1999. ».

Bruxelles, le 8 mai 2000.

A. FLAHAUT

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2000 — 1437

[S – C – 2000/29239]

31 MAI 2000. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération entre le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la République de Bolivie (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. L'Accord de coopération entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement de la Région wallonne et le Gouvernement de la République de Bolivie, fait à Bruxelles, le 18 mai 1999, sortira son plein et entier effet en ce qui concerne la Communauté française.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 31 mai 2000.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Audiovisuel,
Mme C. DE PERMENTIER

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de Promotion sociale,
W. TAMINIAUX

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

Note

(1) *Session 1999-2000.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 74-1. — Rapport, n° 74-2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 16 mai 2000.

**Accord de coopération entre le Gouvernement de la Communauté française de Belgique
et le Gouvernement de la Région wallonne et le Gouvernement de la République de Bolivie**

Le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement de la Région wallonne, d'une part,

Et le Gouvernement de la République de Bolivie, d'autre part,

Ci-après dénommés les Parties contractantes,

Animés du désir de renforcer l'amitié qui unit les peuples des deux Parties,

Considérant l'intérêt d'une coopération bilatérale globale et du développement de synergies avec la coopération multilatérale,

Persuadés que la coopération dans les domaines couverts par le présent accord pourra contribuer à affermir les liens existants entre les peuples qu'ils représentent,

Se fondant sur l'expérience acquise grâce à l'Accord de coopération signé le 11 octobre 1995 entre la République de Bolivie et le Gouvernement de la Communauté française de Belgique,

Ont décidé de conclure le présent accord de coopération et sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}

Se fondant sur leurs dispositions constitutionnelles respectives et respectant leurs obligations internationales et supranationales, les Parties développent entre elles une coopération orientée vers la valorisation des ressources humaines, le développement durable et le partenariat entre administrations, institutions, associations et opérateurs économiques.

Art. 2

La Bolivie et la Communauté française de Belgique entendent développer leur coopération dans les domaines suivants :

- la coopération interuniversitaire et scientifique,
- l'éducation,
- la culture,
- la jeunesse et l'éducation permanente,
- l'audiovisuel,
- la santé (prévention, promotion et éducation),
- les affaires sociales (petite enfance, aide sociale à la jeunesse),
- la politique sportive.

Art. 3

La Bolivie et la Région wallonne entendent développer leur coopération dans les secteurs suivants :

- l'économie (expansion économique, innovation, restructuration, initiative industrielle, commerce extérieur, exploitation des richesses naturelles, promotion des P.M.E.),
- l'environnement et les ressources hydrologiques,
- la rénovation rurale et la conservation de la nature,
- la décentralisation administrative et les pouvoirs subordonnés (provinces et communes),
- la recherche scientifique et technologique,
- la politique agricole,
- l'énergie,
- l'aménagement du territoire, en ce compris la politique et la protection du patrimoine,
- le logement,
- le tourisme,
- la formation professionnelle,
- l'emploi et la promotion sociale,
- la santé curative,
- les affaires sociales et la politique d'intégration des personnes handicapées,
- les travaux publics et les transports,
- le sport (infrastructures).

Art. 4

La coopération entre les Parties conformément au présent Accord prend les formes suivantes :

- échange permanent d'informations,
- échange d'expériences et de personnes,
- octroi mutuel de bourses de stage, de recherche, de spécialisation ou d'été, sans préjudice du principe de non-discrimination en vigueur dans l'Union européenne,
- conclusion d'accords particuliers ou techniques,
- collaboration directe entre institutions diverses (chambres de commerce, universités, entreprises, associations, etc.),
- élaboration et réalisation de projets conjoints,
- transfert réciproque de technologies et de savoir-faire,
- organisation de rencontres professionnelles, séminaires, ateliers au bénéfice d'experts et de porteurs de projets,
- réalisation d'études et d'expertises,
- promotion réciproque des produits et services,
- promotion de partenariat interentreprises (pour les petites et moyennes entreprises),
- création de sociétés mixtes,
- promotion des partenariats locaux.

Art. 5

Les Parties veilleront à établir toutes synergies utiles entre les projets de coopération bilatérale qui seront menés dans le cadre du présent Accord et les programmes multilatéraux ou supranationaux développés notamment par l'Union européenne.

Elles veilleront à utiliser toutes les possibilités offertes par ces institutions pour participer ensemble à des programmes de développement et se considèrent à cette fin comme des partenaires privilégiés.

Art. 6

La gestion du présent Accord se fait de manière conjointe. Cette gestion est confiée, d'une part, au Ministère des Relations extérieures de la République de Bolivie et d'autre part, au Commissariat général aux Relations internationales de la Communauté française de Belgique ainsi qu'à la Division des Relations internationales de la Direction générale des Relations extérieures du Ministère de la Région wallonne.

Art. 7

En vue de l'application et de l'évaluation du présent Accord, les deux Parties créent une commission mixte permanente.

Cette commission se réunit au moins une fois tous les trois ans, alternativement à Bruxelles et/ou en Wallonie d'une part, et en Bolivie d'autre part.

La commission permanente décidera des termes et conditions de cette coopération.

Cette commission mixte permanente peut organiser des sous-commissions chargées de gérer des matières spécifiques.

La commission permanente décidera, lors de la première réunion, des modalités et des termes de son fonctionnement.

Art. 8

Les équipements, véhicules et autres biens fournis par la Communauté française de Belgique ou la Région wallonne en vue de la mise en œuvre des actions spécifiques retenues de commun accord seront admis en franchise de tous droits et taxes à l'importation et conformément aux dispositions et aux lois en vigueur en Bolivie relatives à cette matière.

Art. 9

Les experts de la Communauté française de Belgique et de la Région wallonne envoyés dans le cadre de l'exécution du présent Accord seront exemptés des droits à l'importation sur les effets personnels neufs ou usagés importés dans les six mois qui suivent leur entrée en Bolivie, conformément aux dispositions et aux lois en vigueur en Bolivie relatives à cette matière.

Art. 10

Le Gouvernement de Bolivie accordera aux experts de la Communauté française de Belgique et de la Région wallonne, une autorisation d'entrée, de séjour et de sortie du pays conformément aux dispositions des lois relatives à l'immigration en vigueur en Bolivie.

Art. 11

Le présent Accord est conclu pour une période de trois (3) ans et est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes successives de trois (3) ans.

L'Accord peut être dénoncé par l'une des Parties avec un préavis minimal de six (6) mois avant l'échéance, par la voie d'une notification écrite à l'autre Partie. En ce cas, l'accord reste en vigueur jusqu'à l'échéance.

En cas de dénonciation, les Parties veillent à achever tous les projets conjoints entrepris dans le cadre et l'esprit du présent Accord.

Art. 12

Le présent Accord entre provisoirement en vigueur dès sa signature et, définitivement, le jour où les Parties contractantes se seront, chacune en ce qui la concerne, notifié l'accomplissement de la procédure interne prescrite.

Dans l'attente de la première réunion de la commission mixte prévue à l'article 7, les Parties conviennent de ne pas interrompre la mise en œuvre des programmes de travail qui les lient.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent texte en six exemplaires originaux, trois en langue espagnole et trois en langue française. Les textes font également foi.

Bruxelles, le 18 mai 1999.

Pour le Gouvernement de la Communauté française de Belgique :

Le Ministre des Relations internationales,
W. ANCIEN

Pour le Gouvernement de la Région wallonne :

Le Ministre des Relations internationales,
W. ANCIEN

Pour le Gouvernement de la République de Bolivie :

Le Ministre des Relations extérieures,
J. MURILLO de la ROCHA

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 1437

[C — 2000/ 29239]

**31 MEI 2000. — Decreet tot goedkeuring van het samenwerkingsakkoord
tussen de Franse Gemeenschapsregering van België en de Waalse Regering
en de Regering van de Republiek Boliviaë (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschapsregering van België en de Waalse Regering en de Regering van de Republiek Boliviaë, gedaan te Brussel op 18 mei 1999, zal geheel in werking treden wat betreft de Franse Gemeenschap.

Verklondigen onderhavig decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, op 31 mei 2000.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met Lager Onderwijs, het onthaal en de opdrachten aan ONE,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van de Audiovisuele Sector,

Mevr. C. DE PERMENTIER

De Minister van Jeugdzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie,

W. TAMINIAUX

De Minister van Jeugdzorg en Gezondheid,

Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 1999-2000.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 74-1. — Verslag, nr. 74-2.

Integraal verslag. — Bespreking en stemming. Zitting van 16 mei 2000.

**Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschapsregering van België en de Waalse Regering
en de Regering van de Republiek Boliviaë**

De Regering van de Franse Gemeenschap van België en de Regering van het Waals Gewest, enerzijds,
en de Regering van de Republiek Boliviaë, anderzijds,

Hierna de contracterende Partijen genoemd,

Gedreven door de wil om de vriendschapsbanden tussen de volkeren der beide Partijen te verstevigen,

Overwegende het belang van een globale bilaterale samenwerking en de totstandkoming van multilaterale samenwerkingsverbanden,

Overtuigd dat de samenwerking op de verschillende in dit Akkoord geregelde vlakken de bestaande banden tussen de verschillende volken nog kan versterken,

Zich baserend op de ervaring verworven dankzij het op 11 oktober 1995 ondertekend Samenwerkingsakkoord tussen de Republiek Boliviaë en de Franse Gemeenschapsregering van België,

Hebben beslist dit samenwerkingsakkoord te sluiten en zijn overeengekomen hetgeen volgt :

Artikel 1

Uitgaande van hun respectieve grondwettelijke bepalingen en met eerbied voor hun internationale en supranationale verbintenissen, zullen de Partijen onderling een samenwerking op het getouw zetten gericht op de herwaardering van de menselijke hulpbronnen, de duurzame ontwikkeling en het partnerschapsverband tussen besturen, instellingen, verenigingen en economische actoren.

Art. 2

Bolivië en de Franse Gemeenschap van België willen de samenwerking op volgende domeinen versterken :

- de interuniversitaire en wetenschappelijke samenwerking,
- het onderwijs,
- de cultuur,
- de jeugdzaken en permanente opleiding,
- de audiovisuele sector,
- de gezondheid (preventie, promotie en voorlichting),
- de sociale zaken (kleine kinderen, sociale bijstand aan jongeren),
- het sportbeleid.

Art. 3

Bolivië en het Waals Gewest willen de samenwerking op volgende domeinen versterken :

- de economie (economische expansie, innovatie, herstructurering, initiatieven komende van de nijverheidssector, buitenlandse handel, ontginning van de natuurlijke rijkdommen, promotie van de K.M.O.'s),
- het leefmilieu en de hydrologische bronnen,
- de landelijke renovatie en het natuurbehoud,
- de bestuurlijke decentralisatie en de plaatselijke besturen (provincies en gemeenten),
- het wetenschappelijk onderzoek en de technologie,
- het landbouwbeleid,
- de energie,
- de ruimtelijke ordening, het patrimoniumbeleid en de bescherming van het erfgoed,
- de huisvesting,
- het toerisme,
- de beroepsopleiding,
- de werkgelegenheid en de sociale promotie,
- de curatieve gezondheid,
- de sociale zaken en integratiebeleid voor gehandicapten,
- de openbare werken en het vervoer,
- de sport (infrastructuren).

Art. 4

Overeenkomstig onderhavig Akkoord geschiedt de samenwerking tussen de Partijen op volgende wijze :

- permanente informatieuitwisseling,
- uitwisseling van ervaringen en personen,
- wederzijdse toekenning van stage-, onderzoeks-, specialisatie- of zomerbeurzen, onverminderd het in de Europese Unie van kracht zijnde non-discriminatiebeginsel,
- het sluiten van bijzondere of technische akkoorden,
- rechtstreekse samenwerking tussen verscheidene instellingen (kamers van koophandel, universiteiten, bedrijven, verenigingen, enz.),
- uitwerking en uitvoering van gezamenlijke projecten,
- wederzijdse overdracht van technologieën en knowhow,
- organisatie van ontmoetingen tussen beroepsmensen, seminaries, workshops voor deskundigen en projectmakers,
- uitvoering van studies en expertises,
- wederzijdse promotie van producten en diensten,
- bevordering van partnerschapsverbanden tussen bedrijven (voor de K.M.O.'s),
- oprichting van gemengde bedrijven,
- promotie van plaatselijke partnerschapsverbanden.

Art. 5

De Partijen zullen alle nuttige samenwerkingsverbanden creëren tussen bilaterale samenwerkingsprojecten getroffen in het raam van onderhavig Akkoord en de multilaterale en supranationale programma's opgezet onder meer door de Europese Unie.

Zij zullen alle door deze instellingen aangeboden kansen aanreiken om gezamenlijk deel te nemen aan ontwikkelingsprogramma's en beschouwen zich in dit opzicht als bevoorrechte partners.

Art. 6

Het beheer van onderhavig Akkoord gebeurt gezamenlijk. Dit beheer wordt enerzijds toevertrouwd aan het Ministerie van Buitenlandse Betrekkingen van Bolivië en anderzijds aan het 'Commissariat général aux relations internationales' van de Franse Gemeenschap van België en aan de 'Division générale des Relations internationales de la Direction générale des Relations extérieures' van het Ministerie van het Waals Gewest.

Art. 7

De opvolging en de evaluatie van onderhavig Akkoord worden toevertrouwd aan een gezamenlijke vaste gemengde Commissie die iedere drie jaar beurtelings vergadert in Wallonië en/of Brussel, enerzijds, en Bolivië, anderzijds.

De vaste commissie beslist over de duur en voorwaarden van deze samenwerking.

Deze gemengde Commissie kan desgewenst vaste subcommissies bijeenroepen voor het beheer van specifieke materies.

Tijdens de eerste vergadering zal de vaste Commissie de regels en modaliteiten van haar werking bepalen.

Art. 8

De uitrustingen, voertuigen en andere goederen die worden geleverd door de Franse Gemeenschap van België of het Waals Gewest voor de uitvoering van specifieke acties waartoe gemeenschappelijk is besloten, zijn vrijgesteld van douane- en invoerrechten overeenkomstig de in Boliviaë ter zake geldende wetten en bepalingen.

Art. 9

De deskundigen van de Franse Gemeenschap van België en van het Waals Gewest die in het raam van dit Akkoord gezonden worden, zijn vrijgesteld van invoerrechten op de persoonlijke nieuwe of gebruikte goederen ingevoerd binnen de zes maand na hun aankomst in Boliviaë, overeenkomstig de in Boliviaë ter zake geldende wetten en bepalingen.

Art. 10

De Boliviaanse Regering geeft de deskundigen van de Franse Gemeenschap van België en van het Waals Gewest een toegangs-, verblijfs- en vertrekvergunning voor het land overeenkomstig de in Boliviaë geldende wetten en bepalingen inzake immigratie.

Art. 11

Dit Akkoord wordt gesloten voor een periode van drie (3) jaar. Het wordt stilzwijgend verlengd voor opeenvolgende periodes van drie jaar.

Het akkoord kan door één van beide Partijen schriftelijk aan de andere Partij worden opgezegd mits een vooropzeg van minstens zes (6) maanden vóór het verstrijken van de vervaldatum. In dit geval blijft het Akkoord in voege tot de vervaldatum.

Bij opzegging dienen de Partijen alle gezamenlijk opgestarte projecten in het raam en in de geest van dit Akkoord te voltooien.

Art. 12

Onderhavig Akkoord treedt voorlopig in werking op de dag van zijn ondertekening en treedt definitief in werking op de dag dat de contracterende Partijen, ieder wat hem betreft, meegedeeld hebben dat de voorgeschreven interne procedure voltooid is.

In afwachting van de eerste vergadering van de in artikel 7 bedoelde gemengde commissie, zijn de Partijen overeengekomen om de uitvoering van de onderlinge werkprogramma's niet te onderbreken.

Ter staving waarvan de ondergetekenden, die hiertoe wettelijk gemachtigd zijn, onderhavige tekst ondertekend hebben op zes originele exemplaren, drie opgesteld in het Spaans en drie in het Frans. Deze teksten zijn evenzeer rechtsgeldig.

Brussel, op 18 mei 1999.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap van België :

De Minister van Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

Voor de Regering van het Waals Gewest :
De Minister van Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

Voor de Regering van de Republiek Boliviaë :
De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,
J. MURILLO de la ROCHA



F. 2000 — 1438

[2000/29238]

31 MAI 2000. — Décret modifiant le décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 95 du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française est modifié comme suit :

« L'entrée en vigueur du présent décret est organisée comme suit :

1° au 1^{er} janvier 2000 :

- le chapitre premier;
- le chapitre II à l'exception des articles 2, 3 et 8;
- le chapitre IV à l'exception de l'article 15, 22°, et des articles 29 et 34;
- l'article 51, alinéas 2 et 3;
- l'article 53 à l'exception de son alinéa 1°, c);
- l'article 54, alinéa 1^{er};
- l'article 63, alinéa 2;
- l'article 64;
- l'article 65, alinéa 1^{er};
- l'article 74, alinéa 2;
- l'article 75;
- l'article 76, alinéa 1^{er};
- les articles 89, 90, 91 et 95.